

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Les-droits-humains-hier-et-aujourd-hui>

33 ans après le coup d'Etat de la dictature militaire
argentine

Les droits humains, hier et aujourd'hui

- Argentine - Justice - Droits de l'homme -

Date de mise en ligne : lundi 23 mars 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'année prochaine en 2010, ce sera le Bicentenaire de la Révolution de Mai 1810, date de l'indépendance argentine, et le pays devra faire le bilan de son cheminement depuis cette époque jusqu'à aujourd'hui. Il faudra analyser et comprendre toutes ses zones d'ombre et ses temps de lumière. Que s'est-il passé hier et aujourd'hui en ce qui concerne la défense des droits humains et, plus précisément, que s'est-il passé durant la période du terrorisme d'Etat entre 1976 et 1983 ?... 33 ans après, ce Génocide marque encore dans le présent la vie du peuple argentin. Il nous faut à tout prix faire mémoire et toujours travailler pour parvenir enfin à la Vérité et à la Justice et aussi, pour réclamer aux autorités politiques et judiciaires le jugement et le châtement des responsables de ces crimes de lèse humanité.

Jusqu'à présent, on a déjà fait quelques pas importants comme ceux de l'abrogation de la loi du « Point Final » et de la loi de « l'Obéissance Due ». On a commencé quelques procès contre les répresseurs, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour lutter contre l'impunité juridique. On constate aujourd'hui des attentes injustifiées dans les procès à cause d'une dispersion des affaires criminelles, ce qui, non seulement retarde les procès et le châtement, mais cela rend plus difficile la vision d'ensemble de ce qui s'est réellement passé : un véritable génocide au service d'un modèle de pays injuste dont nous souffrons encore aujourd'hui.

Nous demandons instamment au Pouvoir Exécutif, au Parlement et au Pouvoir Judiciaire de faire preuve de volonté politique pour faciliter les procès et de réunifier les affaires par région. C'est là un impératif que nous réclamons pour hier et aujourd'hui aux trois pouvoirs de l'Etat.

Les conséquences du terrorisme d'Etat de cette période se font encore sentir aujourd'hui dans une grande partie de la population et conditionnent toujours la vie du peuple surtout dans la situation actuelle avec le chômage, la marginalisation, la violence urbaine et toute ces injustices dont souffrent les gens et qui sont dans la continuation de cette violation des droits fondamentaux. Nous devons alerter sur les changements de tendance que vit actuellement le monde entier avec le capitalisme mondial, globalisé et financiarisé, mafieux et super concentré mais qui commence à subir une crise intégrale, inédite et avec des conséquences qu'il prétend faire payer par tous les pauvres du monde en incluant bien sûr tous les travailleurs des secteurs populaires d'Argentine.

Les mesures économiques qui depuis quelques années ont facilité la récupération macro économique en maintenant la base d'une redistribution régressive et injuste, n'ont plus de futur. La crise exige des mesures importantes d'intégration latino-américaine face à cette autonomie de l'impérialisme et des groupes économiques. Il faut des mesures énergiques de redistribution de la richesse avec l'augmentation des salaires, des retraites, des pensions et des subventions, des créations d'emplois et une réforme progressive des impôts, ainsi que la récupération de tout ce qui nous a été enlevé pendant les dures années du terrorisme d'Etat et du néo-libéralisme.

Voilà ce que nous constatons aujourd'hui :

- ▶ Le gouvernement refuse systématiquement de faire des recherches et de réaliser un Audit sur la DETTE EXTERIEURE pour bien faire la distinction entre la dette légitime et la dette illégitime, cette dette qui se paye avec la faim du peuple.
- ▶ La faim est un crime, comme le signale le « Mouvement des Enfants du Peuple ». Actuellement en Argentine, plus de 25 enfants meurent de faim chaque jour selon le rapport de l'UNICEF.
- ▶ Dans les Communautés indigènes du pays, il existe une augmentation de la mortalité causée par la dénutrition et par les maladies évitables. Ces communautés souffrent de la destruction des forêts d'origine, ce qui cause bien des dommages à la biodiversité. Tout ceci résulte de la déforestation effectuée par les sociétés qui produisent du soja et

par les industries du papier, mais aussi par l'emploi inconsidéré des agro toxiques qui génèrent des maladies et des dommages irréversibles dans la population.

- ▶ De même, les industries de l'exploitation minière provoquent la destruction du milieu environnemental, de l'agriculture paysanne et des bois, car elles utilisent l'eau de façon indiscriminée et la polluent avec le cyanure et le mercure.
- ▶ Un pays qui ne garde pas le contrôle de ses ressources naturelles et de ses biens propres est un pays qui perd sa souveraineté. L'Argentine a perdu sa souveraineté car le gouvernement national, ainsi que les gouvernements provinciaux, continuent de vendre le territoire national à des entreprises étrangères en expulsant les communautés indigènes et les petits paysans de leurs terres. Avec cette façon d'agir, ils violent les droits humains des personnes et des peuples.

Voici ce que nous proposons :

- ▶ On doit absolument mettre en oeuvre des politiques de protection des droits des enfants pour leur donner un réel espoir de vivre. Nous repoussons la pénalisation et l'abaissement de l'âge de responsabilité pénale des enfants, car cela signifie la criminalisation et le massacre des enfants pauvres de notre peuple.
- ▶ Il faut récupérer de façon urgente tous les biens du peuple et les ressources stratégiques actuellement entre les mains des entreprises transnationales. Ces biens sont nécessaires au développement du pays car ils permettraient la redistribution des richesses pour surmonter la faim et le chômage en créant de nouvelles sources de travail.
- ▶ On doit aussi renationaliser le pétrole, le gaz et les chemins de fer. Il faut protéger les ressources naturelles qui aujourd'hui sont saccagées par la voracité mercantile des grands intérêts économiques qui ne laissent après eux que la pauvreté, la faim et la marginalité.
- ▶ Il faut aussi sanctionner de façon péremptoire la nouvelle loi de Radiodiffusion. C'est inconcevable pour nous qu'elle soit la continuation de la loi de la dictature militaire et qu'on n'établisse pas une norme pour garantir la liberté de la presse, aujourd'hui sérieusement affaiblie et mise en pièces par les grandes entreprises qui concentrent tous les moyens de communication et avec lesquelles le gouvernement reste complice.

La construction démocratique doit respecter les droits humains dans leur intégralité. Hier comme aujourd'hui, ils doivent fortifier la résistance et les valeurs du peuple. La façon de parvenir à réaliser ces objectifs, c'est de les redire fermement et de lutter pour :

- ▶ Créer un nouveau système de relations sociales, économiques et culturelles dans notre pays, notre continent et pour toute l'humanité.
- ▶ Il ne doit plus y avoir d'impunité pour les crimes de hier comme pour ceux d'aujourd'hui.

Les 30 mille disparus sont présents, maintenant et pour toujours.

Nous continuons à réclamer le retour en vie de Jorge Julio Lopez (disparu récemment alors qu'il devait témoigner dans un procès contre la dictature).

Buenos Aires, le 24 mars 2009.

Texte signé par :

Adolfo Pérez Esquivel.

Association des ex-détenu disparus

Servicio Paz y Justicia - SERPAJ - Service Paix et Justice.

La Ligue Argentine pour les Droits de l'Homme.

HERMANOS. (Frères).

Nora Cortiñas - Mères de la Place de Mai - Ligne Fondatrice..

Mirta Baravalle - Mères de la Place de Mai - Ligne Fondatrice.

Mouvement Oeucuménique pour les Droits Humains.

Commission des Droits Humains des Uruguayens en Argentine.

Diálogo 2000.